



**Protocole facultatif
se rapportant à la Convention
contre la torture et autres
peines ou traitements cruels,
inhumains ou dégradants**

Distr. générale
17 septembre 2012
Français
Original: anglais/espagnol/français

Réunion des États parties

Quatrième réunion

Genève, 25 octobre 2012

Point 5 de l'ordre du jour provisoire

**Élection, conformément aux articles 7 et 9 du Protocole facultatif
se rapportant à la Convention contre la torture et autres peines ou
traitements cruels, inhumains ou dégradants, des 12 futurs membres
du Sous-Comité pour la prévention de la torture qui remplaceront
les membres dont le mandat expire le 31 décembre 2012**

**Élection de membres du Sous-Comité pour la prévention
de la torture**

Note du Secrétaire général*

Additif

1. En application des articles 7 et 9 du Protocole facultatif se rapportant à la Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants, le Secrétaire général convoquera à l'Office des Nations Unies à Genève, le jeudi 25 octobre 2012, la quatrième Réunion des États parties au Protocole facultatif, au cours de laquelle seront élus les 12 futurs membres du Sous-Comité pour la prévention de la torture qui remplaceront ceux dont le mandat expirera le 31 décembre.
2. En application du paragraphe 3 de l'article 6 du Protocole facultatif, le Secrétaire général a invité, dans une note verbale datée du 9 mai 2012, les États parties au Protocole facultatif à présenter avant le 9 août 2012 des candidats pour l'élection des membres du Sous-Comité pour la prévention de la torture. Les 14 curriculum vitae de candidats reçus au 9 août 2012 figurent dans le document publié sous la cote CAT/OP/SP/10.
3. On trouvera en annexe au présent document les curriculum vitae des candidats proposés après le 9 août 2012 par les pays suivants: Argentine, Costa Rica, Philippines, République démocratique du Congo et République de Moldova.

* Soumission tardive.

Annexe

Curriculum vitae des candidats

Enrique Andrés Font (Argentine)

Date et lieu de naissance: 12 mars 1964, Santa Fe (Argentine)

Langues de travail: espagnol et anglais

Situation/fonction actuelle

Professeur de «Criminologie et contrôle social» et de «Criminologie et politique pénale» dans l'enseignement supérieur, faculté de droit, Université nationale de Rosario (UNR). Professeur d'«Étude de l'institution policière», *Master* international en systèmes pénaux comparés et problèmes sociaux, Université nationale de Mar del Plata et Université de Barcelone. Professeur de «Sociologie de la police», maîtrise de criminologie, Université nationale du Littoral.

Principales activités professionnelles

Secrétaire à la sécurité communautaire, Ministère de la sécurité, Province de Santa Fe, 2009-2011.

Coordonnateur universitaire pour le projet intitulé «Normes relatives aux droits de l'homme et utilisation de la force par la police en Argentine», UNTreF, Secrétariat à la sécurité intérieure, Tinker Foundation, 2008-2011.

Coordonnateur général pour le projet intitulé «Intervention pluri-institutions pour la lutte contre la criminalité au niveau local», Secrétariat à la sécurité intérieure et Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), 2010-2011.

Consultant, Programme national d'enseignement, de qualification et de mise à niveau professionnelle des corps de police et des forces de sécurité, Secrétariat à la sécurité intérieure et UNTreF, 2007-2008.

Membre de l'Unité technique générale, Plan national de prévention de la délinquance, 2000-2002.

Coordonnateur du «Projet pour des communautés justes et sûres», Université de Toronto, UNR et Agence canadienne de développement international, 2000-2005.

Études

Master de sciences criminologiques, London School of Economics and Political Science, Université de Londres (1996)

Avocat, Faculté de droit, Université nationale de Rosario

Liste des publications les plus récentes du candidat dans ce domaine

Regulación y Control del Uso Policial de la Coerción y la Fuerza en Argentina, divers auteurs, Ministère de la sécurité nationale et Tinker Foundation, Buenos Aires, 2011, en qualité de coordonnateur universitaire de l'enquête.

Informe Final sobre la represión de diciembre de 2001 en Rosario, divers auteurs, Commission non gouvernementale d'enquête sur la répression de décembre 2001, sous presse.

Víctor Madrigal-Borloz (Costa Rica)

Date et lieu de naissance: San José

Langues de travail: espagnol, français et anglais

Situation/fonction actuelle

Spécialiste principal des droits de l'homme, chef de la Section de l'enregistrement, Secrétaire exécutif de la Commission interaméricaine des droits de l'homme.

Principales activités professionnelles

1. Chef du service des litiges, Commission interaméricaine des droits de l'homme (2004-2007)
2. Responsable de la réforme juridique et administrative, Institut danois des droits de l'homme (1999-2004)
3. Directeur des affaires juridiques, Cour interaméricaine des droits de l'homme (1998-1999)
4. Avocat, Cour interaméricaine des droits de l'homme (1996-1997)

Études

1. Diplômé de l'Institut international des droits de l'homme, Strasbourg (1998)
2. Diplôme en droit international des droits de l'homme, San José (1996)
3. Licence de droit (avec mention), San José (1995)
4. Certificat victorien d'enseignement, Victoria, Australie (1987)

Autres activités principales dans le domaine intéressant le mandat de l'organe auquel postule le candidat

Président des Assemblées générales du Conseil international de réhabilitation pour les victimes de torture (IRCT, Berlin et Copenhague, 2006 et 2009). Président des sessions du Conseil international de réhabilitation pour les victimes de torture (IRCT, divers lieux, 2002 à 2011). Chef de la délégation de l'IRCT pour l'application du Protocole d'Istanbul au Mexique (Mexico, 2002). Membre fondateur de l'Association costaricienne de droit international. Membre fondateur du Concours interaméricain des droits de l'homme Jiménez de Aréchaga. Membre de l'Association du barreau du Costa Rica. Membre du Centre de ressources pour la justice internationale.

Liste des publications les plus récentes du candidat dans ce domaine

Objectifs du Millénaire pour le développement, droits de l'homme et rôle du jugement, «Getting the Millennium Development Goals Right: Towards the founding of an operational framework for the MDG-Human Rights Nexus» (2011).

Prévoir, voir et réparer: responsabilités de l'État en matière d'enquêtes sur la torture, «Shedding light on a dark practice» (2009).

«Combating torture», «Handbook on the Practical Use of International Humanitarian Law», Croix-Rouge danoise (2004).

Fernandez Murhola Muhigirwa (République démocratique du Congo)

Date et lieu de naissance: 26 janvier 1970, Bukavu (République démocratique du Congo)

Langues de travail: anglais, français, lingala et swahili

Situation/fonction actuelle

Coordonnateur du Centre de réhabilitation des victimes de la torture (CRVT/MATADI), Secrétaire exécutif national du Réseau national des ONG des droits de l'homme de la République démocratique du Congo (RENADHOC), Vice-Président du Réseau des organisations de lutte contre la torture en Afrique centrale (ROLTAC); depuis 2010, expert national et membre du Comité de pilotage de l'Entité nationale de liaison des droits de l'homme de la République démocratique du Congo (mécanisme interinstitutionnel des droits de l'homme en RDC).

Principales activités professionnelles

Défenseur des droits de l'homme et animateur de plusieurs ONG des droits de l'homme depuis 1993.

Surveillance des prisons, assistance aux victimes de torture, Plaidoyer national, régional et international en faveur des victimes de la torture en RDC; auteur de plusieurs rapports dénonçant les violations des droits de l'homme et des actes de torture. Auteur de plusieurs exposés et communications (écrite et orale) sur la pratique de la torture en RDC. Expert national en charge de la Commission paix et sécurité auprès du Mécanisme national de coordination en RDC de la Conférence internationale sur la région africaine des Grands Lacs (CIRGL/ICGLR) depuis 2006; membre du Conseil de coordination du Forum mondial de la société civile; depuis 1999, chef de la délégation des ONG congolaises des droits de l'homme aux différentes sessions de la Commission des droits de l'homme/Conseil des droits de l'homme de l'ONU et de la Commission africaine des droits de l'homme et des peuples.

Études

Diplôme postuniversitaire en résolution des conflits (Uppsala University/Suède). Licence en sciences et techniques de développement de l'Institut facultaire de développement (IFAD/Kinshasa). Diplômé en planification régionale de l'Institut supérieur de développement rural (ISDR/Bukavu). Plusieurs études en droits de l'homme, droit international humanitaire, justice transitionnelle ainsi qu'en techniques de monitoring et de documentation des violations des droits de l'homme.

Autres activités principales dans le domaine intéressant le mandat de l'organe conventionnel auquel postule le candidat

Coordonnateur du Centre de réhabilitation des victimes de la torture (CRVT/MATADI).

Vice-Président régional du Réseau des organisations de lutte contre la torture en Afrique centrale (ROLTAC).

Auteur d'une communication écrite ainsi que d'une intervention orale à la Commission des droits de l'homme de l'ONU sur la problématique de la torture en République démocratique du Congo.

Chargé de suivi en République démocratique du Congo de plusieurs résolutions des mécanismes conventionnels et instruments juridiques de lutte contre la torture.

Partenaire opérationnel du Comité mixte de justice et du Bureau conjoint du Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme en République démocratique du Congo.

Coordonnateur de différents projets et programmes relatifs aux droits de l'homme en République démocratique du Congo.

Liste des publications les plus récentes du candidat dans ce domaine

Esquisse sur l'état des lieux des droits des enfants durant les conflits armés en RDC, avril 2007.

État des lieux de la situation générale des droits de l'homme en RDC, Brazzaville, novembre 2007.

Rapport alternatif relatif aux huitième, neuvième et dixième rapports périodiques de la RDC à la quarante-troisième CADHP.

Esquisse sur les violations des droits de l'homme dans la problématique du développement durable de la RDC.

Esquisse sur la problématique de la torture en République démocratique du Congo, Kinshasa, 26 juin 2012.

June Caridad Paguadan-Lopez (Philippines)

Date et lieu de naissance: 5 juin 1951

Langue de travail: anglais

Situation/fonction actuelle

Professeur titulaire, Faculté de Médecine, Université des Philippines, Manille (UPCM)

Directeur de la section des droits de l'homme, Unité de médecine sociale, UPCM

Expert/conseiller technique sur les questions de genre et les violences sexuelles, École de la magistrature des Philippines et Cour suprême des Philippines

Expert/conseiller technique, Ministère de la santé, Division de la gestion des situations d'urgences sanitaires

Principales activités professionnelles

- Éducateur dans les écoles de médecine et les écoles de santé publique pendant trente ans.
- Enseignement et recherche en psychiatrie clinique axée sur la torture et d'autres formes de violations des droits de l'homme, les violences sexuelles et la gestion du stress et des traumatismes, pendant trente ans.
- Spécialiste des questions ayant trait au genre et à la santé par l'intermédiaire de consultations internationales et locales.
- Directeur du Centre d'études sur le genre et la condition de la femme (Université des Philippines, Manille) pendant six ans.
- Membre et expert de la Commission consultative de l'OMS sur le genre, Genève, pendant sept ans.
- Rédaction et révision de documents d'orientation, programmes et lignes directrices nationaux et internationaux sur la torture, l'intégration d'une perspective de genre et la violence contre les femmes.
- Faculté, Cours sur la paix (prévention de la torture/réhabilitation des victimes) Centre Rotary pour la paix, Université Chulalongkorn de Bangkok.

Études

1985: Bourse de psychiatrie sur la torture, IRCT/Rigshospitalet, Copenhague.

1978-1980: Interne en psychiatrie, Hôpital général des Philippines (UP-PGH).

1972-1976: Université des Philippines – École de médecine (UPCM), docteur en médecine.

1967-1972: École d'arts et de sciences, Manille, Baccalauréat de sciences préparatoire à la médecine.

Autres activités principales dans le domaine intéressant l'organe conventionnel auquel postule le candidat

- Conseiller et expert médico-légal témoignant dans des cas de torture et de violence contre les femmes, formation, législation et politiques relatives à la torture et à la violence contre les femmes.

- Membre fondateur et Vice-Président régional/Formateur, IRCT, Danemark, création de centres de réadaptation pour la réhabilitation des victimes et la prévention de la torture.
- Membre fondateur du Groupe d'action médicale et d'Action contre la torture – Philippines.
- Entretiens avec des survivants de la torture avant et après les enquêtes de l'ONU et avec des membres du personnel de l'IRC après un enlèvement.
- Formation et mise en œuvre de programmes de réadaptation pour les victimes de torture et les communautés après un conflit (Philippines, Timor oriental, Kosovo, Népal, Inde, Cambodge, Indonésie, Myanmar).
- Organisation de conférences/exposés sur le Protocole d'Istanbul, la prévention de la torture et la réhabilitation des victimes.
- Enseignement et élaboration de programmes sur la torture pour les étudiants en médecine, les militaires, les policiers et les membres du système judiciaire.

Liste des publications les plus récentes du candidat dans ce domaine

- Enhancing Mental Health and Psychosocial Support Capacities in Emergencies and Disasters, 2009.
- Medico-Legal and Health Services for Victims of Sexual Violence, Geneva: OMS 2006.
- Multi-country Study on Medico-Legal Interventions for Survivors of Sexual Violence, OMS-Bureau régional du Pacifique occidental (WPRO), 2006.
- Recipes for Healing-Gender-Sensitive Care for Women Survivors of Torture, ISIS Int'l.
- Human Rights and Health Professionals Towards an Education Program for the Asian Region, 1997.
- Torture Survivors and Caregivers, UP-CIDS et UP-Press, 1995.
- Physicians and Torture: Knowledge, Attitudes and Practices. PST Quarterly UPCIDS, décembre 1995.
- Treatment and Rehabilitation of Torture Victims on the Philippines. Torture and its Consequences (chap. 22) (Presse universitaire de Cambridge, Londres), 1992.
- The Psychosocial Profile of Filipino Political Prisoners, a nationwide survey, 1989.
- Health Professionals and Human Rights in the Philippines, AAAS-PHR, Washington, 1986.
- Stress – Tension Reduction Therapy in the Treatment of Sexually Tortured Filipino Women: An Exploratory Study. Journal of Sex and Marital Therapy, 1987.
- Torture Victims: How Can We Help Them? IRCT, Copenhagen, 1987.
- Medical Ethics and Torture in the Philippines, Journal of Medical Ethics (Londres), décembre 1980.

Victor Zaharia (République de Moldova)

Date et lieu de naissance: 21 août 1978, République de Moldova

Langues de travail: anglais, français (notions de base), allemand, roumain (langue maternelle), russe.

Situation/fonction actuelle

Directeur de l'Institut pour la réforme pénale

Président du Conseil national de l'aide juridique

Université d'État de la République de Moldova, Département de droit, chargé de cours

Conseil de discipline du Conseil supérieur de la magistrature, membre de la société civile/universités

Principales activités professionnelles

Visites de lieux de détention avec des membres de la Commission locale de contrôle des lieux de détention (Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE), 2011-2012). Coordination du programme de réforme pénitentiaire (IRP, 2001-2012). Formation de membres du mécanisme national de prévention, d'avocats de la défense, de policiers et de membres du personnel pénitentiaire, de médecins et de médecins légistes, de procureurs et de juges dans le domaine de la prévention de la torture (Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), 2005-2012). Contribution à l'élaboration de lois ou d'articles de loi portant modification du cadre réglementaire applicable au Médiateur et au mécanisme national de prévention, de la loi sur le contrôle civil des lieux de détention et d'articles du Code pénal et du Code de procédure pénale relatifs à la prévention de la torture (PNUD, Ministère de la justice, projet «Atlas de la torture» 2009-2012). Réalisation d'évaluations et de travaux de recherche en qualité d'expert en justice pénale et droits de l'homme pour le Conseil de l'Europe, le PNUD, l'UNICEF, l'OSCE, le Ministère de la justice, le Ministère des affaires intérieures, l'Institut national de la justice, le Bureau du Médiateur, le Service de probation et le Département pénitentiaire, 2005-2012.

Études

Université d'État de la République de Moldova: docteur en droit (2006), maîtrise (LL.M) (2001), diplôme universitaire (2000). Formations spécialisées: «Organes des Nations Unies chargés de surveiller l'application des traités», Service international pour les droits de l'homme (SIDH), Genève (2008). «Programme international de formation aux droits de l'homme», Montréal, EQUITAS (2008). «Défense axée sur le client dans les procédures pénales», Royaume-Uni, OSI (2007). «Éducation en prison», Bergen, Conseil de l'Europe (2005). «Cours international sur la protection des droits de l'homme», Varsovie, PHC (2001).

Autres activités principales dans le domaine intéressant l'organe conventionnel auquel postule le candidat

Treizième session du Comité contre la torture, Genève, élaboration d'un contre-rapport au rapport du Gouvernement de la République de Moldova (2003). Élaboration et évaluation de la mise en œuvre de programmes relatifs aux droits de l'homme et de programmes de prévention de la torture (Étude de base sur la prévention et la répression de la torture en République de Moldova, droits des détenus, droits des mineurs, mécanisme national de protection des droits de l'homme, éducation aux droits de l'homme dans les écoles et les universités, fonctionnement de la Commission locale de contrôle des lieux de détention,

2006-2012). Surveillance de l'activité du Médiateur des enfants (2008). Élaboration de la politique d'aide juridique (NLAC, 2008-2012). Suivi de la mise en œuvre de la stratégie de réforme du secteur judiciaire en qualité de membre du Conseil pour la réforme des organes chargés de faire respecter la loi. Participation en qualité d'expert et de formateur à plus de 300 conférences et ateliers dans le domaine de la justice pénale et des droits de l'homme (2001-2012).

Liste des publications les plus récentes du candidat dans ce domaine

Personal security in prisons, IRP, 2012. Research on retainment in the Republic of Moldova, Cartier, 2011. Baseline Study on Preventing and combating Torture in Moldova, PNUD, 2010. Monitoring report of Respect of the rights of the persons under pretrial arrest, IRP, 2010. Guide for Local Committees of monitoring Places of Detention, PNUD, 2010. Complainants Committee. Guide for detainees and prison administration, IRP, 2007.
